

BIDONVILLES : C'EST LA MISERE QU'IL FAUT COMBATTRE, PAS CEUX QUI LA SUBISSENT !

Le Préfet de police vient de se rendre sur le plateau de l'Arbois pour visiter les camps de Roms. Il a, d'après la presse, à la fois annoncé clairement la volonté de l'Etat de supprimer ces camps et indiqué qu'il fallait mobiliser Ville et Département pour proposer des logements décentes à ces gens. Le Collectif Aixois pour les Droits et la Dignité des Roms des Immigrés et des Sans-Papiers (CADRISS) voit, dans ces propos, une réponse nette de l'Etat à sa proposition de réunir les différents partenaires. **Plus que jamais, la mise en œuvre d'une solution durable passe par la coopération de plusieurs acteurs autour d'une table ronde.**

L'Etat doit assumer ses responsabilités et garantir la dignité des personnes présentes sur le territoire. Il ne peut pas se limiter aux solutions répressives, à la fermeture des camps. Il ne peut détruire les efforts de scolarisation, les liens qu'ont tissés les associations, les actions menées dans les domaines social et sanitaire. Il n'a pas le droit d'ignorer le sort des populations concernées. A ce titre nous ne pouvons qu'accueillir favorablement le « regard humanitaire et les propositions » portés par Monsieur le Préfet Gardère.

Le **Département des Bouches-du-Rhône** qui a la compétence sociale et dont les travailleurs sociaux, comme ceux de la protection maternelle et infantile, interviennent régulièrement sur les camps est un acteur majeur. Propriétaire des terrains de l'Arbois il est, de ces faits, également comptable du devenir des personnes présentes sur ses sites. Du reste les Conseillers Généraux, que nous avons rencontrés, ont demandé, avec le collectif, la tenue d'une table ronde qui réunisse tous les acteurs.

La **ville d'Aix-en-Provence et la Communauté du Pays d'Aix**, également propriétaire foncier sur l'Arbois et **confrontée aux mêmes questions sur le site de Vasarély**, doivent contribuer à trouver des alternatives aux camps présents sur le territoire du Pays d'Aix. Elles sont forcément différentes des aires d'accueil exclusivement réservées aux populations nomades et qui ne concernent pas les personnes présentes sur l'Arbois et Vasarély.

La **Région « Provence-Alpes-Côte d'Azur »**, au travers de sa délégation «Solidarités, prévention et sécurité, lutte contre les discriminations », peut amener un soutien et une expérience non négligeables.

L'Europe qui consacre des fonds spécifiques à l'accueil des Roms est aussi un partenaire incontournable. La coopération avec les pays d'origine constitue également un axe de travail important.

Les **associations** qui oeuvrent au quotidien à trouver des solutions, pour les femmes, les enfants, qui accompagnent, qui tissent des liens, qui mettent en œuvre du soutien scolaire, qui construisent l'insertion, constituent une pierre angulaire de cette coopération que nous appelons de nos vœux.

Enfin, et ce n'est pas un sujet mineur il faut **parler avec les personnes concernées**. Parce qu'on ne fait pas le bonheur des gens sans les consulter, parce nos propositions devront être relayées pour être opérationnelles des représentants des populations présentes sur les camps doivent s'asseoir à la table ronde.

Pour conclure le CADRISS appelle donc à mettre, le plus rapidement possible, toutes ces questions et tous ces partenaires autour de la table. Ce sont maintenant des solutions durables, en matière de logements et de structures d'accueil décentes, qu'il faut élaborer.